



## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie

### Briefing de Bruxelles sur le développement n° 37

Bruxelles, le 11 juillet 2014

Le 11 juillet 2014, le CTA a organisé le 37e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de Briefings bimensuels consacrés aux questions liées au développement rural et agricole des pays ACP. Une centaine de participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter du rôle que le développement du commerce et de l'agro-industrie peut jouer dans le renforcement de la résilience des économies des petits États insulaires en développement ACP.

**Le renforcement de la résilience des PEID à travers le développement du commerce et de l'agro-industrie** Le Briefing a passé en revue et mis en valeur des initiatives concluantes en matière de développement des échanges commerciaux et de l'agro-industrie favorisant la résilience des systèmes alimentaires et agricoles des PEID de la région ACP. Cet événement précède la Conférence internationale sur les PEID qui se tiendra du 2-4 Septembre 2014.

#### Partenaires du Briefing :

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- CONCORD
- Organisation des États de l'Est des Caraïbes (OECC)

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement, visitez:

[www.bruxellesbriefings.net](http://www.bruxellesbriefings.net)



Alhaji Muhammad Mumuni



Pedro Henriques

Dans ses remarques introductives, **M. Alhaji Muhammad Mumuni, Secrétaire général du Secrétariat ACP**, a commencé par situer les PEID de la région ACP dans leur contexte. Il a parlé de leur dispersion géographique (les PEID de la région ACP sont situés dans les océans Indien, Atlantique et Pacifique) et a décrit leurs différents profils économiques : en effet, parmi les petits États insulaires ACP, on trouve des pays à revenus faibles, intermédiaires et élevés. Selon M. Muhammad Mumuni, relever le défi de la transformation de l'agriculture dans les PEID passe par l'exploitation des nouvelles opportunités offertes par les biens et les services à valeur ajoutée, et par les marchés de niche aux niveaux local, régional et international. Les partenariats joueront un rôle critique dans cette transformation et les parties prenantes devront s'inspirer des meilleurs pratiques d'autres États insulaires et, notamment, ils devront écouter le secteur privé. La 3ème Conférence internationale sur les PEID qui se tiendra à Samoa, en 2014, offre la possibilité d'exprimer

les préoccupations relatives aux PEID de la région ACP et d'établir des partenariats novateurs. Les réussites au sein des pays ACP sont nombreuses ; elles devront être documentées, diffusées à grande échelle et utilisées pour attirer des investissements. Des programmes, comme le nouveau Cadre stratégique ACP pour le développement du secteur privé, peuvent remplir cette fonction dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie.

#### **M. Pedro Henriques, Expert Relations internationales, DG DEVCO (Commission européenne)**

a parlé des travaux préparatoires de la Commission européenne (CE) en vue de la Conférence sur les PEID de Samoa qui, pour la première fois, ont impliqué l'élaboration d'un document de travail des services de la Commission et des conclusions du Conseil qui lui sont associées, sur la position que l'UE défendra lors de la Conférence. Tant pour les travaux préparatoires en vue de la Conférence de Samoa que pour le travail avec les parties prenantes en rapport avec les PEID, l'un des



Michael Hailu

objectifs de la CE est de mettre en valeur les retombées pratiques sur le terrain. M. Henriques a insisté sur le rôle déterminant que jouent les partenariats pour parvenir à cette fin. D'après lui, cet aspect devrait être intégré au Document final sur les PEID, compte tenu du fait que celui-ci vise à couvrir la totalité des problématiques associées aux PEID.

À cet égard, le Forum sur le partenariat avec le secteur privé qui précèdera la Conférence, l'UE permettra de renforcer les partenariats prioritaires existants et futurs en leur apportant un appui plus efficace. La CE a examiné de manière approfondie tous les domaines dans lesquels l'UE fournit de l'aide aux PEID et a établi qu'entre 2007 et 2012, l'UE leur a affecté 3,5 milliards d'euros par le biais de différents programmes (bilatéraux, régionaux ou thématiques).

La CE a renforcé le rôle des programmes régionaux dans le contexte des travaux préparatoires à la mise en place du cadre financier 2014-2020 qui double, voire triple les fonds affectés aux régions du Pacifique et des Caraïbes. La CE a identifié les problématiques prioritaires communes à l'ensemble des PEID, à savoir : le changement climatique, les océans et les mers, la réduction des risques de catastrophes, la biodiversité, l'énergie durable, le programme de développement post-2015 et la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le **Directeur du CTA, Michael Hailu**, a conclu les remarques introductives en précisant que ce Briefing faisait suite à un événement organisé le jeudi 10 juillet par le CTA et l'ambassade des États des Caraïbes orientales (ECO), qui s'est concentré de manière spécifique sur les défis et les opportunités des PEID. Puisque 2014 a été déclarée « Année internationale des petits États insulaires en développement », « Année internationale de l'agriculture familiale » et qu'elle a également été déclarée « Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire », M. Hailu a expliqué qu'il s'agissait d'une année particulièrement importante pour le CTA et qu'elle était l'occasion de rassembler ces problématiques et de mettre en évidence les solutions pouvant contribuer à transformer le secteur agricole. Par ce Briefing, le CTA veut promouvoir le renforcement de la résilience des PEID en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. M. Hailu a ajouté qu'il s'agissait d'un défi important compte tenu de l'échelle limitée de l'agriculture des PEID et de leur trop grande dépendance à l'importation de denrées alimentaires. Par conséquent, ces États sont très vulnérables face à l'évolution des prix alimentaires mondiaux et face aux effets du changement/de la variabilité climatique sur leur agriculture.

Le renforcement des secteurs agro-alimentaires des PEID contribuera également à booster la création d'emplois et la croissance

économique. Pour ce faire, il est essentiel de mobiliser le secteur privé. M. Hailu a également souligné la nécessité d'encourager les expériences positives en cours et de les renforcer. Une mesure importante prônée par M. Hailu consiste à interconnecter différents secteurs, comme le tourisme, l'agriculture, les TIC, la finance et les services (agro-tourisme, transport) en vue d'établir de nouveaux domaines de croissance économique et des stratégies de diversification.

C'est la raison pour laquelle le CTA a apporté son soutien à des experts des PEID, des exploitants agricoles et d'autres acteurs afin qu'ils prennent part à ces réseaux et qu'ils puissent partager les enseignements tirés et les meilleures pratiques. En outre, le CTA collabore étroitement avec l'ONU pour préparer le « Forum sur le partenariat avec le secteur privé », qui aura lieu en marge de la Conférence internationale sur les PEID. Le CTA est également très impliqué dans la région des Caraïbes via l'appui aux plateformes de connaissances, la stratégie de la Croissance verte de l'OECD et la Semaine caribéenne de l'agriculture.

M. Hailu a souligné que l'objectif fondamental visait à opérer des changements sur le terrain. Les exemples présentés lors du Briefing devront donc être transmis, transposés à une plus grande échelle et soutenus par différents

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



H.E. Dr. Len Ishmael



Professor Lino Briguglio



Stephen Fevrier

mécanismes et par le secteur privé, au titre du 11ème Fonds européen de développement (FED).

### Panel 1 : Moteurs pour améliorer la résilience du commerce et le développement des entreprises agricoles dans les PEID

Le Président du panel, **S.E. Dr. Len Ishmael, Ambassadeur des États des Caraïbes orientales (ECO)**, a félicité les organisateurs d'avoir mis sur pied un débat sur la situation des PEID, à Bruxelles, d'autant plus que 43 % des pays de la région ACP sont des PEID.

Elle a commencé par mettre en cause le « mythe du paradis » qui est souvent associé aux PEID, mais qui ne reflète en rien les défis auxquels les populations vivant dans ces PEID sont confrontées, comme l'extrême vulnérabilité face aux chocs exogènes et aux autres développements internationaux qui échappent à leur contrôle.

Elle a ensuite critiqué le manque d'initiatives visant à intégrer de manière fonctionnelle la singularité des PEID dans les accords multilatéraux au sein de l'OMC, des institutions de Bretton Woods et des autres forums ACP ou mondiaux où les décisions qui ont une incidence sur les PEID sont prises.

Enfin, elle a relevé le manque de cohérence et d'orientation dans l'ordre du jour de la Conférence de Samoa. Il importe que les partenariats qui seront discutés lors de la Conférence de Samoa soient sincères, sinon il conviendra de réorienter le débat sur les PEID.

#### **Lino Briguglio, professeur d'économie, directeur de l'Institut des Îles et Petits États de l'université de Malte,** dans sa

présentation sur la Résistance aux chocs économiques et les enseignements tirés des PIED, a observé que les PEID étaient plus exposés aux chocs que d'autres pays, en raison de leur degré élevé d'ouverture aux échanges économiques, de leur dépendance à un nombre limité de produits ou de services économiques et commerciaux et de leur dépendance aux importations de biens difficiles à remplacer. Les coûts de transport s'ajoutent aux contraintes que subissent les États insulaires, car ces États sont souvent isolés ou dispersés, fortement exposés aux catastrophes naturelles et vulnérables au changement climatique. Le Professeur Briguglio a ajouté que les PEID demandaient que soient mises en place une aide et une coopération afin de renforcer leur résilience.

Il a présenté l'Indice de vulnérabilité composé des indicateurs suivants : (a) degré élevé de perméabilité aux échanges ; (b) degré élevé de concentration des exportations ; (c)

dépendance aux exportations et aux importations de produits clés ; (d) forte dépendance aux importations stratégiques ; et (e) forte exposition aux catastrophes naturelles. Mesurer la résilience implique des politiques qui permettent à un pays de résister aux chocs : (a) stabilité macroéconomique ; (b) flexibilité du marché ; (c) bonne gouvernance politique ; (d) développement social et (e) gestion environnementale.

Le Professeur Briguglio a illustré le cas de Maurice comme exemple de pays ayant réussi à renforcer sa résilience à l'aide de bonnes politiques et à améliorer sa stabilité macroéconomique. Maurice compte également parmi les PEID les moins vulnérables. Néanmoins, sa réussite est en quelque sorte sanctionnée par son exclusion de certains types d'aide. C'est la raison pour laquelle il recommande qu'on intègre un critère de vulnérabilité pour les aides accordées aux petits États, afin de garantir que des PEID n'en soient pas exclus au titre d'un PIB par habitant élevé, alors qu'ils présentent un degré élevé de vulnérabilité. L'assistance aux PEID doit également se concentrer sur le renforcement de leur résilience.

Lors de sa présentation sur les « Principales implications pour les PEID dans le programme de Doha pour le développement », **Stephen Fevrier, Conseiller commercial, Bureau du Commonwealth pour les petits États à Genève**, a également abordé les obstacles commerciaux auxquels sont confrontés les PEID.

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



Veniana Qalo

Trois importantes dimensions sont particulièrement préoccupantes pour les PEID de la région ACP : le développement économique, la sécurité nutritionnelle et la sécurité alimentaire (ces deux dernières dimensions étant étroitement liées). Afin de situer ce problème dans son contexte, il a parlé des faiblesses structurelles des PEID qui affectent les secteurs clés d'exportation. Avec la fin des préférences commerciales, la compétitivité « artificielle » dont jouissaient auparavant les Caraïbes s'est envolée et le secteur agricole, en particulier, s'est détérioré. En conséquence, les gouvernements se sont détournés de l'agro-industrie pour s'orienter vers des activités économiques plus profitables, comme les services. Parmi les conséquences de cette réorientation, M. Fevrier a cité le recul des recettes du commerce extérieur résultant des exportations agricoles, l'augmentation du chômage en zone rurale, la probabilité accrue de conséquences négatives connexes, l'inflation liée aux importations en raison de la forte dépendance aux importations de produits de première nécessité, et le déséquilibre des balances courantes dû à la hausse des importations alimentaires entraînant une aggravation de l'insécurité alimentaire. M. Fevrier a également mis en évidence les incidences sur les secteurs connexes liés à l'agriculture qui ont également souffert.

Pour réagir à cette situation, M. Fevrier a rejoint la déclaration faite précédemment selon laquelle la

gouvernance internationale doit permettre aux PEID de renforcer leur résilience dans les secteurs critiques. Deux préoccupations prioritaires distinctes dans le domaine agricole ont été identifiées par des PEID dans le cadre de la Conférence de Samoa, à savoir la sécurité alimentaire et la résilience économique.

À l'OMC, les négociations agricoles se sont largement concentrées sur l'accès aux marchés, le soutien intérieur et la concurrence à l'exportation. Ces domaines influent sur les PEID et le soutien intérieur via des subsides accordés dans les marchés des pays développés est l'un des domaines où peu de progrès ont été faits, bien que l'UE se soit orientée vers des mesures qui portent moins atteinte aux règles du commerce. La Conférence de Samoa pourrait aussi être l'occasion d'harmoniser et d'élaborer une série de mesures qui pourrait également faire progresser les choses auprès de l'OMC.

**Veniana Qalo, Expert sur les politiques commerciales au Secrétariat du Forum des îles du Pacifique**, a parlé des possibilités d'appliquer des politiques en matière de commerce de produits agricoles dans le Pacifique.

Mme Qalo a tout d'abord insisté sur le fait qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de grande envergure autres que la libéralisation du commerce, afin que

tous les PEID puissent surmonter les défis communs auxquels ils sont confrontés. Elle a ajouté que pour trouver une solution à certains des principaux défis, la mise en place de politiques ne suffira pas.

Partant de ce constat, les pays du Forum des Îles du Pacifique et les autres organisations régionales connexes mettent en œuvre des programmes visant au renforcement des capacités de l'agro-industrie et investissent dans de nouveaux processus de production à haute valeur ajoutée permettant d'améliorer la résilience économique et climatique du secteur des transports.

La structure et le modèle des échanges de produits agricoles dans les PEID du Pacifique montrent un déclin de l'activité agricole, même si la majorité de la population de cette région pratique une agriculture de subsistance ou une agriculture commerciale à petite échelle. Une préoccupation commune à tous les PEID est l'avenir du secteur de la pêche ; Mme Qalo a précisé qu'il représentait au moins 10 % du PIB régional. Ce secteur a fait l'objet de négociations commerciales, telles que l'Accord de partenariat économique (APE).

Dans sa conclusion, Mme Qalo a évoqué les réformes politiques en cours d'élaboration ou d'implémentation et les réponses pratiques que l'on tente d'apporter au niveau régional aux défis que



## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



Ambassador Edwin Laurent    Randolph Cato

posent les échanges agricoles, comme le « Plan pour le Pacifique » et le « Plan stratégique pour la région du Pacifique » (dit « Pacific Vision »). En outre, il convient d'intégrer des indices de renforcement de la résilience à long terme aux politiques ou stratégies commerciales nationales des pays insulaires du Pacifique. Des initiatives multilatérales ont également été lancées pour trouver une solution à la problématique des coûts de transport et de logistique via l'« Accord sur la facilitation des échanges » de l'OMC et la « Stratégie d'aide pour le commerce », approuvée par les ministres des pays insulaires du Pacifique.

### **L'Ambassadeur Edwin Laurent, Conseiller principal de la Caribbean Green Economy Initiative,**

a donné son point de vue sur le développement de la résilience à travers le commerce et la croissance verte. Les PEID ont désespérément besoin d'investissements pour atteindre leurs objectifs de développement. Le développement doit découler d'une croissance économique accrue qui génère des emplois et garantit des revenus grâce à la production de biens et de services. Pour que ces investissements soient « durables ou verts », ils doivent générer une croissance inclusive, ce qui signifie que les emplois et les revenus dérivés de cette croissance doivent permettre aux populations des PEID de satisfaire leurs besoins sociaux. Idéalement, ces investissements doivent également

préserver et non pas dégrader les ressources environnementales.

Le développement durable qui peut être considéré comme une « transition vers l'économie verte » doit reposer sur trois piliers : 1 - économique ; 2 - social ; et 3 - environnemental. Dans le contexte des PEID, les principaux facteurs qui entravent la rentabilité de la production et du développement sont les dimensions géographique et économique restreintes et l'étroitesse du marché, ce qui signifie que les exportations sont essentielles pour faire face à l'augmentation du niveau de production et empêcher l'inondation des marchés locaux. Compte tenu des ressources limitées dont disposent les PEID, ces derniers doivent se spécialiser. Le commerce international est donc primordial pour les PEID et ils doivent s'assurer que leur croissance économique est viable, durable et compétitive au plan international.

Dans les PEID, les possibilités d'investissement dans les produits verts sont nombreuses car il s'agit d'un marché en pleine croissance. En effet, la prise de conscience du changement climatique et des dommages causés à l'environnement a fait exploser la demande pour de tels produits. Certaines îles, comme la Barbade qui produit et exporte des chauffe-eau solaires, exploitent cette situation et y voient d'autres opportunités, comme, par exemple, la commercialisation de produits traditionnels. Dans le

secteur des services, le tourisme respectueux de l'environnement et de la culture a de plus en plus de succès. Pour toutes ces raisons, l'écotourisme, qui privilégie les petits hôtels locaux respectueux de l'environnement, représente une excellente opportunité pour les PEID et certains états des Caraïbes ont déjà emprunté cette voie.

**Randolph Cato, Consultant, États des Caraïbes orientales,** a poursuivi la discussion entamée sur l'expérience des Caraïbes et a confirmé que l'aide au renforcement de la résilience du commerce et les réussites en la matière peuvent améliorer et améliorent déjà les affaires dans les ECO. Au niveau régional, l'Organisation des ECO (OECD) vise à élargir l'espace opérationnel par le biais de l'intégration régionale. M. Cato a cité deux exemples de la manière dont des exploitants du secteur privé ont réagi aux défis posés par leur situation de PEID : Une entreprise commercialisant des bananes a choisi de se restructurer complètement plutôt que de mettre la clé sous la porte. Elle est devenue plus active dans la production d'autres types de produits agricoles et s'est modernisée. À Sainte-Lucie, un petit exportateur de produits agricoles a choisi de changer de zone afin de surmonter les problèmes posés par la petite taille de son entreprise. Il a donc décidé de relocaliser certaines de ses opérations en Haïti, afin d'exporter des produits directement depuis ce pays vers le marché des États-Unis.

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS

Quant à l'aide que l'état peut fournir au secteur privé de l'OECO, M. Cato a rappelé les efforts fournis au sein de la région pour améliorer la gestion commerciale de la filière de la banane, avec l'appui de la Société financière internationale de la Banque mondiale. La logistique et d'autres activités des chaînes de valeur et d'approvisionnement ont été réorganisées afin d'en réduire les coûts au point de dédouanement et de rendre l'ensemble du processus plus rapide et plus efficace. Par le biais du programme « Compete Caribbean », la Banque Interaméricaine de développement a également appuyé les changements apportés au protocole commercial pour les personnes en lien avec la gestion commerciale au sein de l'OECO.

Pour M. Cato, il est essentiel d'opérer un ajustement entrepreneurial. Être un PEID ne constitue pas un obstacle pour tirer parti des opportunités. Il a également préconisé l'élargissement de la marge de manœuvre fonctionnelle de l'OECO, principalement par le biais de l'intégration régionale. En outre, M. Cato a réclamé des efforts accrus pour réduire les coûts liés au commerce et améliorer la gestion commerciale. Il a également précisé que les PEID continueront à avoir besoin d'un appui extérieur pour réaliser les ajustements nécessaires. Enfin, il a rappelé le caractère indispensable du commerce pour maintenir la viabilité des PEID. Toutes les parties prenantes doivent donc faire preuve d'habileté, de

rapidité d'esprit, de créativité et d'opportunisme.

Au terme de ce premier panel, le **débat** a porté sur la sortie des PEID de la catégorie des PMA pour accéder au statut de pays à revenu intermédiaire inférieur, ainsi que sur la manière dont certains PEID ont réussi à s'adapter de manière positive à ce changement. Il a également été question du fait que la communauté environnementale internationale n'avait pas réellement saisi la singulière complexité des PEID, ni d'ailleurs la problématique liée au déséquilibre entre leur production domestique et leurs importations, notamment en ce qui concerne les envois de fonds.

Le Professeur Briguglio a insisté sur la nécessité d'intégrer un critère de vulnérabilité lors de l'évaluation du statut des PEID ; il a ajouté que le tourisme était le véritable lien entre l'agriculture et l'économie au sens large. Quant aux contraintes pesant sur les PEID, il a ajouté que les infrastructures étaient très coûteuses et que, dès lors, les frais généraux dans l'agriculture y sont généralement élevés. L'Ambassadeur Laurent a ajouté que la pénurie de capital dans les PEID constituait un réel défi pour l'investissement dans l'économie verte. Il a ensuite plaidé ardemment pour une réévaluation du système commercial multilatéral qui, à l'origine, n'a pas été élaboré pour prendre en compte les circonstances spéciales des PEID et

favorise les grandes économies plus compétitives. M. Cato est intervenu pour aborder les thèmes développés au cours du précédent événement organisé par l'OECO et le CTA. Il a évoqué en premier lieu la sortie de catégorie et les critères liés au PIB. Il ensuite abordé les questions de commerce international et, plus particulièrement, l'échec des PEID à être reconnus comme un bloc commercial particulier lors des négociations dites du Cycle de Doha : les PEID risquent d'être confrontés à des difficultés encore plus grandes, non plus par rapport aux pays développés, mais par rapport à d'autres grands pays en développement désirant promouvoir la solidarité et maintenir un bloc de pays en développement unique. Du point de vue de la CE, M. Henriques a signalé que les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la Conférence de Samoa comprenaient une référence à la vulnérabilité de l'ensemble des pays en développement. Depuis lors, la coopération au développement de l'UE accorde davantage d'attention à l'aide régionale. Mme Galo a confirmé les propos de l'Ambassadeur Laurent sur les envois de fonds et la consommation alimentaire. Elle s'est également exprimée sur certaines des retombées positives démontrables des envois de fonds, et sur les caractéristiques spécifiques des différentes sources d'envois, ainsi que sur d'autres questions pertinentes, notamment en ce qui concerne la manière dont ces envois sont utilisés et investis.

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



H.E. Fatumanava Dr. Pa'olelei Luteru



Escipi3n Oliveira



Mereia Volavola

M. Fevrier a fait valoir trois points sur le manque d'économies d'échelle des PEID : (i) dans le contexte de l'OMC, les taux des droits appliqués aux PEID ne devraient pas être abaissés au point de miner la compétitivité extérieure de leurs produits ; (ii) la faible superficie de ces états appelle des connexions en amont dans le secteur des services et, plus particulièrement, le tourisme ; (iii) une poignée de pays a su tirer profit de certains marchés sectoriels à haute valeur ajoutée, comme la filière Blue Mountain Coffee en Jamaïque, Spice Islands à Grenade, le cacao de Sainte-Lucie, etc.

### Panel 2 : Tirer les enseignements des succès des entreprises agricoles dans les pays ACP

**S.E. Fatumanava Dr. Pa'olelei Luteru, Ambassadeur de Samoa** a présidé le deuxième panel.

La première présentation sur les succès des entreprises agricoles dans les Caraïbes et les enseignements que l'on peut en tirer a été faite par M. **Escipi3n Oliveira, Directeur exécutif adjoint de la Caribbean Export Development Agency** qui mène des actions visant à renforcer le climat d'affaires dans les États membres du CARIFORUM par le financement des infrastructures et la promotion des organismes d'aide à l'investissement

et de soutien aux entreprises, et par des prestations de services d'accès direct aux financements pour les PME. M. Oliveira a donné des exemples de la manière dont la Caribbean Export soutient le secteur privé pour arriver à une intégration verticale et horizontale du marché, créer des alliances stratégiques et offrir des produits et services attrayants.

Le premier exemple cité est celui du Jamaica Producers Group (anciennement Jamaican Banana Producers Association) qui a été fortement touché par le fléchissement des préférences de l'UE pour les bananes ACP. Le Groupe a mené d'importantes réformes pour progresser dans la chaîne de valeur, augmenter la production et diversifier l'offre de produits.

Le deuxième exemple porte sur les producteurs de cacao en République dominicaine qui étaient confrontés à une forte volatilité des prix et ont décidé d'y réagir en se regroupant en coopérative (CONACADO) pour ensuite obtenir les certifications « Commerce équitable » et « produit biologique ». Grâce aux initiatives de la CONACADO, la République dominicaine est à présent le plus grand pays exportateur de cacao biologique au monde. La production de cacao permet aux 152 petits exploitants qui composent la coopérative CONACADO de subsister.

Enfin, la Caribbean Export s'efforce également de mettre

en avant les qualités uniques des Caraïbes pour vanter les produits destinés au marché international. Elle exploite les connotations populaires associées à cette région « paradisiaque » en termes de nature, de beauté, d'histoire, de multiculturalisme et de diversité.

L'expérience du secteur privé dans la région du Pacifique a été présentée par **Mereia Volavola, PDG de la Pacific Islands Private Sector Organization (PIPSO)**. Chaque année, le Pacifique accueille un million et demi de visiteurs. Un pourcentage très élevé de la valeur de ses importations concerne les biens agricoles et forestiers. Mme Volavola a insisté sur le fait que la majorité des îles du Pacifique n'ont pas de politique agricole et qu'elles se caractérisent par le manque de connexion entre les secteurs de l'agriculture et du tourisme. Quant à l'industrie alimentaire et à la restauration, on constate une réelle méconnaissance des produits et denrées du terroir. On leur préfère généralement les menus internationaux concoctés à partir d'ingrédients importés. En réalité, le seul secteur de l'hôtellerie importe entre 60 et 70 % de ses aliments. D'autre part, les gouvernements de la région n'ont pas mis en place des mesures incitant les exploitants agricoles à accroître leur production et à en améliorer la qualité. Les organisations d'exploitants agricoles du Pacifique sont généralement mal équipées ; et la région souffre globalement de l'absence de données et d'exemples de réussites documentées.

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



Maria Lailai Moi

Mme Volavola a évoqué le cas de Fidji qui est la première destination touristique des îles du Pacifique (PIPSO). Ses importations agricoles annuelles se situant autour des 31 millions de dollars, le gouvernement a introduit des mesures d'incitation pour encourager la production agricole domestique. Ces mesures se sont traduites par une hausse de la production agricole et des investissements dans la culture hydroponique ; l'approvisionnement des hôtels et restaurants en légumes locaux a dès lors pu être revu à la hausse. Les niveaux d'importation de certains légumes ont donc fortement diminué, notamment les importations en provenance des pays producteurs de la région (Nouvelle-Zélande et Australie).

Connecter l'agriculture et les politiques agricoles avec le tourisme demeure un défi. En réponse à ce défi, la PIPSO a appuyé l'initiative du secteur privé lancée par le chef Robert Oliver dont le livre de cuisine a remporté le prix mondial du meilleur livre de cuisine en 2010. Robert Oliver collabore avec des hôtels, des restaurants et des producteurs agricoles locaux pour promouvoir la cuisine indigène et les recettes et aliments traditionnels dans le secteur du tourisme. Ses plats sont préparés et présentés de manière à pouvoir rivaliser avec d'autres cuisines de renommée internationale, comme la cuisine thaïlandaise ou française. Outre les aliments et la cuisine, la PIPSO a également apporté son soutien au

développement de produits de spa et d'huiles essentielles destinés à l'exportation, mais aussi au secteur du tourisme et aux nombreux sites touristiques locaux qui disposent de centres de spa.

**Maria Lailai Moi, Directrice de la Ben's Trading Ltd à Fidji**, a donné un compte rendu de première main de l'expérience d'une entreprise du secteur privé du Pacifique, de ses réussites en matière d'accès aux marchés d'exportation pour les cultures racinaires et des enseignements que l'on peut en tirer. La Ben's Trading Ltd, constituée par Maria et Peni Moi, a été enregistrée pour la première fois en 2006, huit ans après que M. Moi ait commencé à vendre du kava yaqona. Aujourd'hui, elle est devenue le plus gros exportateur de plantes racinaires (racines et tubercules) des îles Fidji et du Pacifique. Mme Moi a expliqué que la croissance de l'entreprise a réellement démarré lorsqu'elle a décroché un contrat d'approvisionnement hebdomadaire avec Woolworths, la plus grosse chaîne de supermarchés d'Australie, ainsi qu'avec les supermarchés Countdown de Nouvelle-Zélande, puis avec les États-Unis qu'elle approvisionne tous les quinze jours.

Mme Moi a exposé les trois caractéristiques qui permettent à la Ben's Trading de maintenir sa position concurrentielle sur le marché : qualité des produits, constance de l'approvisionnement et prix abordable. La qualité est la

priorité absolue de la Ben's Trading. Pour ce faire, elle a mis en place des points de contrôle de qualité dans les centres de collecte éloignés, afin de minimiser les détériorations après la récolte, et a fait l'acquisition de véhicules (4 x 4, camions, etc.) pour acheminer les produits vers les installations d'emballage, avant transformation et exportation. Les cultivateurs et la firme en tirent des bénéfices, puisque cette manière d'opérer contribue à augmenter les volumes et à réduire les coûts. La Ben's Trading a également mis en place une stratégie visant à garantir la constance de l'approvisionnement. L'entreprise cherche à satisfaire les besoins et les demandes de ses clients et encourage les cultivateurs à augmenter leur production lors de ses visites régulières sur les exploitations.

La Ben's Trading a été confrontée à des défis dans trois domaines et en a tiré de précieux enseignements : La capacité de fret limitée est le premier obstacle cité. Ce problème demeure malgré la récente acquisition par la Fiji Airways, le transporteur national, de trois nouveaux avions. La deuxième difficulté découle de la médiocrité de l'infrastructure routière qui rend difficile l'accès aux exploitations et aux zones de production en milieu rural. L'insuffisance de l'approvisionnement en électricité dans les ports et les quais en dehors de l'île principale constitue également un obstacle de taille ; cela signifie que dans les îles périphériques, on ne peut pas transformer les produits



## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS



Shadel Nyack Compton

ou seulement partiellement. Enfin, les exigences en matière de biosécurité et de sécurité alimentaire deviennent de plus en plus contraignantes. La Ben's Trading a réagi à ces défis en s'efforçant de maintenir de bonnes relations avec l'ensemble de ses 70 000 cultivateurs. Elle leur rend visite chaque semaine, même dans les régions les plus reculées, et s'assure que les produits sont payés à l'exploitation, au moment de la collecte.

La dernière présentation a été faite par **Shadel Nyack Compton, Administrateur du Belmont Estate à la Grenade**, qui a parlé de la nécessité de connecter les petits exploitants à l'agro-industrie et, plus particulièrement, en ce qui concerne l'accès aux marchés de niche et les stratégies de promotion. Mme Nyack Compton a expliqué que l'agro-industrie doit se mettre au service du développement rural et permettre d'augmenter la productivité agricole afin d'atteindre trois objectifs sociaux : réduction de la pauvreté, croissance économique et préservation de l'environnement. Les marchés de niche et les stratégies de promotion impliquent de fournir un bien ou un service à un segment d'un groupe ou d'une clientèle cibles dont les besoins ne sont pas satisfaits par le marché grand public.

Les exploitants agricoles sont confrontés à différents défis : organisation, accès au capital, éloignement du marché et incapacité à faire face aux exigences

en termes de volume et de qualité. La forte dépendance aux semences importées, l'utilisation largement répandue de produits chimiques et de pesticides, les ravageurs et les maladies, ainsi que la pénurie de main-d'œuvre sont des facteurs qui aggravent la situation des cultivateurs. Mme Nyack Compton a cité l'exemple de la Goodfellow Farm aux Bahamas pour illustrer la manière dont des méthodes de production traditionnelles et biologiques, la production hydroponique et les engrais naturels ont permis de produire les légumes et les herbes de très grande qualité qui sont à l'origine d'une réussite remarquable.

La spécialisation et la différenciation des produits sont primordiales pour ce type de cultivateurs. Mme Nyack Compton a illustré ses propos par l'expérience de la Grenada Chocolate Company, un des partenaires du Belmont Estate qui produit du chocolat noir biologique.

Le Belmont Estate, qui existe depuis le 17<sup>ème</sup> siècle malgré les nombreux défis auxquels il a été confronté, a été maintenu en activité grâce à sa capacité à apprendre des meilleures pratiques en matière d'agrotourisme mises en œuvre dans les îles avoisinantes, comme la Martinique et Sainte-Lucie. En 2002, le Belmont Estate a ouvert ses portes aux touristes qui peuvent désormais s'initier à la production biologique, à la culture, à l'histoire, aux traditions et à la cuisine locales. Les ouragans de 2004 et 2005 lui ont fait subir de durs revers. Il collabore

actuellement avec un producteur de fromages de chèvre sans but lucratif et une coopérative d'artisans confectionnant des produits locaux, tout en ayant mis en place une caisse de crédit sur le site.

Le Belmont Estate n'a trouvé de marchés que pour le cacao et la noix de muscade qu'il produit. La commercialisation et l'exportation de ses autres produits restent problématiques. Mme Nyack Compton espère que le Briefing et la Conférence de Samoa permettront de renforcer les connexions entre agriculture, tourisme et industrie, afin que de telles entreprises puissent générer une poussée économique nécessaire dans les PEID.

Au terme du panel, le **débat** a porté sur le rôle que pouvait jouer la diaspora dans la promotion des produits à l'étranger, la valeur ajoutée des produits agricoles et les politiques gouvernementales favorables à l'agro-industrie et à l'agrotourisme, y compris le partage des expériences entre les Caraïbes et l'outre-mer européen (Martinique, Réunion et autres PTOM). Le potentiel qu'offrent les grandes zones économiques maritimes exclusives et les grandes zones de pêche ainsi que la manière dont on les exploite a suscité l'intérêt des participants. Enfin, des participants se sont renseignés sur les défis que pose l'exportation du kava vers l'Europe.

M. Oliveira a expliqué comment la Caribbean Export soutenait les produits et les entreprises de

## Le renforcement de la résilience des PEID à travers le commerce et le développement de l'agro-industrie | POINTS FORTS

production et de transformation dans les Caraïbes, par le financement, la formation, les collaborations régionales, les missions commerciales à l'étranger et d'autres initiatives, souvent avec le soutien financier de l'UE, avec un fort ancrage régional incluant les PTOM. Il a été rappelé, en outre, que la CARICOM et les PTOM pourraient beaucoup apprendre les unes des autres, compte tenu du fait que la Caribbean Export et les forums d'affaires des PTOM entretiennent déjà de solides relations. Mme Volavola a réagi à la question de la valeur ajoutée dans le Pacifique, une région où l'accès aux investissements nécessaires aux agriculteurs et aux entreprises n'est pas facile, mais où les normes, la production et l'étiquetage alimentaires ont permis de valoriser des produits de la région.

Mme Nyack Compton a expliqué que les pouvoirs publics de la Grenade ont soutenu l'agritourisme et l'écotourisme en soignant l'image de « pureté » de la Grenade et en offrant des financements avantageux, octroyés principalement à l'agriculture, mais aussi au tourisme. Le gouvernement a également fourni une assistance technique aux start-ups de l'agro-industrie et du tourisme, et facilité l'accès aux subventions et aux financements.

Sur le sujet du kava, Mme Volavola a signalé que l'interdiction du kava par l'UE avait été levée récemment et que des travaux avaient d'ores et déjà été entamés pour réintroduire le kava et ses produits connexes à haute valeur ajoutée sur les marchés européens.

S.E. l'Ambassadeur Luteru a clôturé la séance en remerciant les experts et les participants. Il a exprimé le souhait que les conclusions du Briefing soient intégrées au « Forum sur le partenariat avec le secteur privé » en prélude à la Conférence de Samoa. Enfin, S.E. l'Ambassadeur Luteru a suggéré qu'un groupement de PEID soit constitué et pas uniquement sur le seul critère de la situation géographique ou des qualités, mais plutôt sur la base des défis et des opportunités auxquels ils font face. Il convient de créer des partenariats plus étroits avec l'UE et les autres donateurs et acteurs.

**M. Hailu** a conclu par quelques remarques sur les retombées pratiques du Briefing pour les PEID.

### Plus d'informations sur Internet :

- Briefings de Bruxelles : <http://brusselsbriefings.net>
- Recueil : <http://tinyurl.com/h29xc2a>
- Rapport préparé par Lebo Mofolo, Assistante de Recherche, et Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles.